

# Quand le dimanche fiançait Peppone et Don Camillo

**Bosco d'Otreppe**

En permettant l'ouverture des magasins sept jours sur sept, et en favorisant les flexi jobs, le gouvernement Arizona fragilise la tradition du repos dominical. Celle-ci fut pourtant soutenue ces dernières décennies par d'étonnantes coalitions.

Le dimanche cache mal ses origines : elles se logent jusque dans son étymologie. Dimanche vient du latin *dies dominicus* rappelle *Le Robert*, c'est-à-dire le "jour du Seigneur". Et c'est bien parce que la résurrection de Jésus eut lieu un dimanche, dit la foi chrétienne, que l'Occident instaura le repos dominical. Ce faisant, il reprenait une habitude partagée par différentes cultures antiques : celle d'un jour chômé. Les juifs, pour ne citer qu'eux, respectaient depuis longtemps le Shabbat. Le but était de se conformer aux prescrits bibliques et d'inviter les hommes à consacrer une journée de repos pour s'ouvrir à plus grand qu'eux : l'Éternel en personne.

Depuis, la sécularisation a tracé sa route, la société de consommation a imposé sa loi, mais le dimanche s'est maintenu vaille que vaille et demeure - aujourd'hui encore - un jour particulier. Les religions y sont pour une part, mais pas seulement. Depuis le XIXe siècle, des mouvements laïques et de gauche firent du repos dominical un de leurs combats. Au point que ce premier jour de la semaine est devenu un champ de bataille idéologique opposant deux conceptions de la société : celle promouvant les besoins du marché et de sa compétition, de la rentabilité et de la concurrence, de la liberté d'entreprendre et de consommer, et celle souhaitant préserver un temps de repos commun, un jour "sans", synthétisent Jean-Yves Bouslin et Laurent Lesnard dans leur ouvrage *Les batailles du dimanche* (Presses universitaires de France, 2017). À lire les arguments des uns et des autres, on perçoit que la question du travail dominical est bien davantage qu'un débat économique : il soulève avant tout des enjeux sociaux et philosophiques.

## **Au nom du poulet familial**

Au XIXe et au XXe siècles, que ce soit dans le monde anglo-saxon ou francophone, le combat en faveur d'un repos hebdomadaire et dominical réunit donc d'étonnantes coalitions, alignant protestants ou catholiques (dont les papes), avec des mouvements laïques, syndicalistes, ouvriers et socialistes. Depuis deux cents ans, le dimanche marie de la sorte le curé de campagne au socialiste bon teint. La photo de famille n'est est que plus folklorique, et le poulet-compote familial savoureux.

Le mouvement social fit tant pour le dimanche qu'il permit de le préserver longtemps. À titre

d'exemple, l'importante loi française de 1906 portant sur le repos hebdomadaire ne contient pas d'arguments religieux. François Hollande lui-même prit le relais. *"Le combat de 2012, soulignait-il en pleine campagne électorale, c'est de préserver le principe du repos dominical, c'est-à-dire de permettre aux travailleurs de consacrer un jour de la semaine à leur famille, au sport, à la culture, à la liberté. Et j'y veillerai."* La messe n'était pas mentionnée par le futur président, mais la démocratie chrétienne ne pouvait qu'acquiescer au nom de sa doctrine qui se méfie du consumérisme débridé et de la rentabilité à tous crins.

Un autre argument des adeptes du repos dominical est le maintien d'un jour commun de repos, seul moyen de réunir familles et amis. *"Une société doit pouvoir s'offrir un jour de repos commun", écrivait le jésuite Charles Delhez dans La Libre*, reprenant en substance les propos du socialiste Jean Jaurès (1898-1914). *"La société n'est pas qu'un agrégat d'individus vivant chacun à son rythme, mais aussi un corps avec son rythme propre, ses moments de fête, ses temps d'arrêt où l'on reprend souffle et refait ses forces."*

Dans le même ordre d'idées, les chercheurs Jean-Yves Bouslin et Laurent Lesnard plaident pour que les seules activités pouvant ouvrir le dimanche soient celles qui favorisent les moments de partage (restaurants, musées, bibliothèques...). Le commerce, à leurs yeux, n'en fait pas partie. De surcroît, avancent-ils, plusieurs études démontrent que le travail dominical touche majoritairement les classes populaires et accroît les risques de conflits familiaux, de dilution des liens sociaux et de fragmentation de la société.

Malgré cette large coalition, la bataille du dimanche semble en partie perdue. Que ce soit en France ou en Belgique, le travail dominical se banalise progressivement au nom de la rationalité économique. Les dernières mesures de l'Arizona en sont un exemple.